

Caminando En marche!



Territoires, pandémie et féminismes à l'heure de la décolonisation

Projet Accompagnement Solidarité Colombie (PASC)

Volume 35, Number 2, 2021

Femmes, pandémie et luttes pour le territoire

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/97502ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL)

ISSN

1490-0661 (print)

2563-6464 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Projet Accompagnement Solidarité Colombie (PASC) (2021). Territoires, pandémie et féminismes à l'heure de la décolonisation. *Caminando / En marche!*, 35(2), 31–34.

Tous droits réservés © Comité pour les droits humains en Amérique latine, 2021

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Territoires, pandémie et féminismes à l'heure de la décolonisation

Par le Projet Accompagnement Solidarité Colombie (PASC)

Les répercussions de la pandémie de COVID-19 se sont fait sentir sur toutes et tous, mais de manières et d'ampleur différentes sur chacun·e d'entre nous. Les contrecoups ne sont pas les mêmes si on se situe en métropole ou dans un camp pour réfugié·e·s, si on a ou non un statut, si on est embauché·e à temps plein avec des assurances ou si l'on est travailleur·euse temporaire précaire, selon notre âge, notre état de santé ou celui de nos proches... La liste de ce qui nous rend plus ou moins vulnérables aux conséquences de la pandémie est longue. En plus d'exacerber les inégalités sociales et les privilèges, la pandémie a aussi fait ressortir la violence et l'absurdité des « frontières impérialistes »¹, frontières qui sont ancrées dans des systèmes sociaux, économiques et politiques d'oppression à la fois locaux et globaux. Ces systèmes ne sont pas nouveaux, et leurs implications ne sont pas similaires selon notre position sociale et notre localisation géographique.

Dans cet article, nous proposons de poser un cadre féministe décolonial sur la pandémie en Colombie (2020-2021). La première partie dessine les contours de ce féminisme, la seconde applique cette perspective et l'illustre avec des exemples tirés des réalités colombiennes.

La nécessité d'un féminisme décolonial

Nous partons du constat que le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui repose sur trois piliers : l'exploitation capitaliste et impérialiste des territoires ; la colonisation, le racisme et les frontières impérialistes ; la domination

hétéropatriarcale. Ces trois systèmes interdépendants se renforcent les uns les autres. Ils constituent une matrice sociale, politique et économique globale. Ils valent les uns avec les autres, s'entremêlent, s'entrechoquent, se rencontrent, créent des rapports d'oppression qui s'imbriquent les uns les autres et se recoupent à différentes intersections. Ils façonnent nos rapports aux autres, aux territoires et à nous-mêmes. Parce qu'ils sont liés, il faut les affronter de face et simultanément pour espérer les comprendre et les ébranler. Cette façon de voir les intersections des oppressions pour y résister est celle du féminisme décolonial.

Parce que le territoire nous habite autant que nous l'habitons, que nos corps et nos entrailles sont (dé)formés par des moules hétéronormés, que nos psychés sont marquées par une éducation raciste et que les territoires sont traversés par les autoroutes du colonialisme et du capitalisme racial, nous avons besoin des luttes féministes décoloniales.

Le féminisme décolonial est un courant militant et théorique qui vise à remettre en cause certains fondements et pratiques se voulant, ou se disant, féministes. En effet, l'objet du féminisme est lié aux oppressions des femmes par le système patriarcal ; mais les femmes défendues par ce féminisme ont longtemps été réduites à celles qui étaient blanches, hétérosexuelles, de classe moyenne et désireuses de s'émanciper du travail domestique qui les enfermait à la maison...

Poser la question du sujet du féminisme, c'est nécessairement se demander à quelles femmes il s'adresse et qui sont ces femmes. Les contextes culturels différenciés, la multitude de rapports de pouvoir qui s'entrecroisent à l'échelle

des individus, des groupes et des sociétés s'ajoutent au fait que le genre est le résultat d'un construit social de sorte qu'il n'existe aucune définition universelle ni théorie générale de ce qu'être une femme veut dire au juste. On va plutôt se tourner vers des courants théoriques qui rendent compte des matrices d'oppression et des mécanismes de résistance des femmes dans les sociétés. En effet, « la catégorie [soi-disant] unifiante "femmes", au cœur du discours universaliste des droits des femmes, a contribué à masquer les différences entre les femmes et leurs conditions d'existence, à mettre de côté les processus de racialisation, les différences de classe et d'autres formes de discriminations et d'inégalités qui peuvent les toucher (âgisme ou validisme pour n'en citer que deux) et qui sont consubstantielles au régime capitaliste »².

Le féminisme décolonial, tel que le définit Françoise Vergès, vise la convergence des luttes à la fois contre le patriarcat, le sexisme, le racisme, le capitalisme et l'impérialisme. Il dénonce le colonialisme qui a façonné l'histoire et continue d'agir dans notre présent de manière directe et indirecte. Directe, comme dans les territoires que l'on continue de s'approprier et de coloniser sans aucune considération pour les écosystèmes et les communautés qui y habitent. Et, indirecte, sous la forme de l'extractivisme, de manière à peine plus déguisée que le colonialisme de peuplement, alors que des décisions majeures sur les territoires et les vies des communautés se prennent à des milliers de kilomètres plus loin, à Toronto, Vancouver ou Montréal, créant des situations de violence et de misère dans les territoires exploités.

Par ailleurs, ce sont souvent les femmes et les *queers* qui se retrouvent en première ligne des luttes pour la

protection des territoires : elles ont davantage la responsabilité des soins dans la famille et la communauté et subissent donc plus fortement les conséquences néfastes de l'exploitation des territoires. Pour ne donner que quelques exemples des liens indissociables entre le patriarcat et l'impérialisme, notons que, pendant les déplacements forcés, les femmes se retrouvent d'autant plus vulnérabilisées qu'elles sont celles qui s'occupent en priorité des enfants et des personnes âgées (c'est le cas en Colombie, mais au soi-disant Québec aussi). En outre, puisque les titres de propriété appartiennent davantage à des hommes, les femmes connaissent plus de difficultés lors des processus de récupération des terres³. Les impacts socioenvironnementaux des projets extractifs ne sont pas les mêmes pour tou-te-s. Ils

La pandémie, les privilèges, les fardeaux et les révoltes en Colombie

Les difficultés de la pandémie se sont ajoutées aux réalités des inégalités structurelles déjà existantes en Colombie et qui se trouvent accentuées dans une économie extractive : renforcement des inégalités socio-économiques entre les femmes et les hommes ; vulnérabilité des femmes à la dépossession des terres et moyens de subsistance ; hausse du travail non rémunéré et difficultés de conciliation vie sociale-famille-travail ; accroissement de la violence envers les femmes (sexuelle, conjugale, familiale et institutionnelle) ; exposition aux risques environnementaux et sanitaires — particulièrement pour les communautés autochtones, afro et paysannes ; impacts sur la santé ; masculinisation exacerbée des espaces de pouvoir et féminisation intensifiée de la pauvreté ; augmentation

parler de celles qui n'auront pas d'espace où dormir puisqu'elles paient leur logement au jour le jour. Le dilemme se résume souvent à mourir de faim ou mourir de la pandémie. Les médias et l'opinion publique des quartiers dits résidentiels pointaient du doigt avec horreur les quartiers pauvres, dénonçant l'irrespect des règles et des lois imposées en temps de crise, les considérant comme des foyers d'insécurité bactériologique. Or, c'est à travers les circuits capitalistes mondialisés que le virus a commencé et continue de circuler. Ces quartiers populaires sont le résultat de la guerre qui sévit en Colombie basée sur l'accaparement des territoires et qui a forcé le déplacement de millions de personnes vers les villes. Laisse-e-s à l'abandon, sans mesures sociales, sans hôpitaux, les habitant-e-s des quartiers populaires, quelque 37 000 Autochtones de

Parce que le territoire nous habite autant que nous l'habitons, que nos corps et nos entrailles sont (dé)formés par des moules hétéronormés, que nos psychés sont marquées par une éducation raciste et que les territoires sont traversés par les autoroutes du colonialisme et du capitalisme racial, nous avons besoin des luttes féministes décoloniales.

varient en intensité en fonction de la classe sociale, de la race construite, du genre, des processus de colonisation sur les territoires. Les personnes et les groupes sociaux les plus affecté-e-s par les problèmes environnementaux sont celles et ceux qui bénéficient le moins du modèle économique qui cause ces problèmes. Et c'est vrai partout dans le monde : l'absence d'eau potable dans plusieurs communautés autochtones du Canada, les conséquences dévastatrices de l'ouragan Katrina pour les populations afro-américaines et pauvres de La Nouvelle-Orléans, l'injustice pour les survivant-e-s de la catastrophe de Bhopal en Inde. Tous ces exemples montrent que le racisme environnemental a des impacts différents sur les personnes de ces mêmes communautés selon leur genre.

de la criminalisation et de la répression de la résistance des femmes... Et l'on pourrait continuer l'énumération.

La pandémie et les mesures qui l'accompagnent affectent spécifiquement les personnes les plus pauvres ; elles sont à la fois plus touchées par le virus et celles dont les emplois sont les plus précaires et donc menacées par les mesures restrictives. Le taux de chômage a augmenté de 19,8 % entre le mois d'avril 2019 à 2020 en Colombie, laissant 4,1 millions de personnes sans emploi. Dans une société où 50 % de l'économie est informelle et où il n'y a ni assurance ni filet social, l'isolement sanitaire pour freiner la pandémie est un mythe. Si elles ne sortent pas travailler dans le *rebusque*⁴, la majorité des familles ne mangent pas, sans

différentes communautés vivant dans la *Cxhab wala* (la grande ville en langue Nasa), ainsi qu'une forte représentation d'Afro-colombien-ne-s survivent dans des conditions de précarité et de proximité.

Durant la pandémie et ses confinements, le secteur extractif et les violences qu'il engendre ne se sont pas arrêtés. Les minières et les pétrolières ont poursuivi leurs activités ; et les militaires, quant à eux, en plus de constituer des vecteurs de contagion dans des régions éloignées sans accès au moindre respirateur, en ont profité pour asseoir leur contrôle sur de nouveaux territoires. Au cœur de la pandémie, alors que le discours du confinement devenait de plus en plus ferme, des groupes ont été menacés



Crédit : PASC, mai 2021

et certains ont subi des déplacements forcés. Par exemple, dans la région d'Antioquia, en Colombie, des communautés et des familles qui habitent encore dans les zones près du projet de barrage hydroélectrique Hidroituango se sont fait menacer de déplacement, alors que le pays était confiné. De tels déplacements avaient déjà été mis à exécution en 2019 et affecté des habitant·e·s des communautés établies près du lieu du barrage, les laissant dans la précarité, sans toit et sans moyen de subsistance, car elles dépendaient auparavant de ce qu'apportaient le fleuve et ses abords rives pour survivre. Rappelons que le barrage hydroélectrique Hidroituango est financé par la Caisse de dépôt et placement du Québec et qu'il fait déjà l'objet d'une campagne d'opposition menée par un

comité « Lavons les mains sales de la Caisse » qui demande l'arrêt des financements de ce projet extractif.

Par ailleurs, on note l'attaque des leadeuses et leadeurs sociaux en Colombie pendant que la pandémie faisait les manchettes. Le 27 mars 2020, on dénombrait déjà 7 assassinats qui s'ajoutaient aux 900 autres depuis la signature des accords de paix, dont Carlota Isabel Salinas Pérez qui, le jour de son meurtre, recueillait de la nourriture pour distribuer à des familles dans le besoin dans sa communauté. La violence déjà présente à l'endroit des femmes a connu une recrudescence en Colombie suivant en cela une tendance mondiale. En plein état d'urgence, on recensait une augmentation de 91 % des appels de femmes demandant de l'aide à

la ligne pour l'égalité. De plus, selon l'Organización femenina popular (OFP), sur 188 féminicides en 2020, 104 se seraient produits pendant le confinement. La mesure « *pico y género* » mise en place à Bogota, visant à restreindre la circulation hors du domicile selon le genre, a été dénoncée par les groupes féministes et trans. Elle transformait la population en juge de l'identité, créant un approfondissement des stéréotypes sexuels et une mise à l'écart des personnes ne correspondant pas au modèle binaire traditionnel. Un état de peur de même que des actes d'intimidation perpétrés par la police ont été bien démontrés.

La pandémie et les mesures restrictives mises en place par les différents gouvernements ont entraîné une crise lors de laquelle les inégalités déjà existantes

ont été approfondies, en renforçant les privilèges en place et en alourdissant le poids des fardeaux portés par les femmes, que ces dernières se trouvent d'un côté ou de l'autre des frontières matérielles ou symboliques. Ainsi, dans le contexte inhabituel de la COVID-19, les privilèges se révèlent au grand jour et prennent d'autres couleurs. Ils s'exacerbent, se tendent et se retissent, créant de nouvelles jonctions, de nouveaux nœuds. Cette situation risque de perdurer malgré le déconfinement, car les États ne relâcheront pas de sitôt leur emprise sur les corps et les territoires.

Cette crise mondiale aura vu jaillir des cris de solidarité variés, que l'on pense aux tissus rouges accrochés aux balcons et aux fenêtres des villes colombiennes dénonçant les inégalités en temps de pandémie, la campagne pour la reconnaissance de l'importance du travail domestique par le comité de femmes de Sabana, à l'accompagnement des femmes victimes de violence conjugale, aux soupes populaires... L'endurance des mouvements sociaux les fait ainsi cheminer dans une autre direction. Les violences extractives et capitalistes font face à des résistances diversifiées, locales dans les régions où se trouvent des ressources convoitées, mais également transnationales, comme les collectifs militants qui, de part et d'autre des frontières impérialistes, luttent pour se solidariser.

Tisser des liens de solidarité féministe décoloniale implique de reconnaître et respecter la multiplicité des formes et des revendications des luttes des femmes. Plus précisément, la déco-

lonisation, comme l'ont montré Tuck et Yang⁵, n'est pas une métaphore. Elle est un acte, un processus visant à reconnaître la souveraineté autochtone sur les territoires ancestraux et à œuvrer pour la réparation. Dans cette perspective, les solidarités féministes décoloniales doivent être saisies en tant qu'élément de liaison des luttes pour la défense de la terre, des corps et des territoires — luttes qui visent les racines des oppressions tout en cherchant à les éradiquer.

Le virus a révélé et permis une accélération éhontée des formes autoritaires de gestion biopolitique et néropolitique, entre autres à travers la question intemporelle : quelles vies (et territoires) seront sauvées et quelles vies (et territoires) seront sacrifiées ? D'autres questions, plus directement reliées à la condition des femmes dans différents contextes se posent : qu'en est-il des femmes et autres personnes vivant une oppression basée sur le genre qui évoluent dans une situation de violence conjugale accrue et qui, entre les murs de leur logis, endurent de nouvelles formes de brutalité ? Qu'en est-il également de la charge mentale et émotionnelle qui repose encore davantage sur elles alors qu'à la maison comme à l'extérieur elles ont en grande majorité la responsabilité des activités de soin, de santé et d'éducation, qu'elles s'assurent du bien-être de leurs foyers, de leurs proches et de leurs communautés ? Qu'en est-il enfin de celles qui, en grand nombre, ont perdu leurs emplois, de celles qui travaillent majoritairement dans le domaine essentiel de la santé, et de celles qui continuent de se faire tuer ?

Le féminisme décolonial est un appel à comprendre les oppressions dans leurs interrelations, à décoloniser nos pensées, et à sortir de la réponse unique, de l'imposition de ce que serait l'émancipation vue de l'extérieur. Il est reconnaissance de la spécificité des féminismes selon les contextes de vie, mais aussi une invitation à la lutte contre les structures de pouvoir globales qui se nourrissent de nos existences et qui nous façonnent à leur tour.

Nous faisons partie du collectif **Projet Accompagnement Solidarité Colombie (PASC)**. Nous sommes féministes, à l'étroit dans les moules qui nous sont imposés. Nous sommes blanches, habitantes de territoires voués à la destruction, de territoires tachés du sang de la colonisation, qui se poursuit encore. Nous constatons, subissons, dénonçons et, malgré tout, participons, aux rapports de domination qui façonnent nos communautés, les sociétés humaines, nos vies.

Notes

1 Walia, Harsha, Robin D. G. Kelley and Nick Estes (2021). *Border and Rule: Global Migration, Capitalism, and the Rise of Racist Nationalism*. Chicago: Haymarket Books ; Walia, Harsha (2013). *Undoing Border Imperialism* (Anarchist Interventions 06). Oakland, CA, Washington, D.C: AK Press.

2 Vergès, Françoise (2020). « Féminisme décolonial et antiraciste », dans Omar Slaouti et Olivier Le Cour

Grandmaison (dir.), *Racismes de France*. Paris : La Découverte, p. 325-338.

3 Tribunal permanent des peuples sur l'industrie minière canadienne en Amérique latine (2014). En ligne : <http://tpp.cdhal.org/>

4 Terme utilisé en Colombie pour désigner le secteur de l'emploi informel. Une personne peut exercer un

ou plusieurs emploi informels, *rebusque*, pour s'assurer un revenu.

5 Tuck, Eve and K. Wayne Yang (2012). « Decolonization is not a Metaphor », *Decolonization : Indigeneity, Education & Society*, vol. 1, no 1, p. 1 à 40.